

KOLWEZI : L'ESPACE HABITÉ ET SES PROBLÈMES DANS LE PREMIER CENTRE MINIER DU ZAÏRE

Jean-Claude BRUNEAU et MANSILA Fu-Kiau
Professeur et Chef de travaux à l'Université de Lubumbashi (Zaire)

RÉSUMÉ

Ville jeune, Kolwezi fut créée en 1937 sur de très riches gisements de cuivre et de cobalt, et reste le premier centre industriel et minier du Zaïre. La ville moyenne de l'époque coloniale, bien planifiée et équipée, opposait les quartiers de cadres européens aux quartiers populaires africains (camps de la Société minière et « cité indigène »), selon une structure polynucléaire. Après un essor démographique et spatial impressionnant, Kolwezi est aujourd'hui une ville importante où les quartiers anciens sont pris dans la marée de l'autoconstruction qui envahit jusqu'aux concessions minières. Une part croissante de l'espace habité échappe à la GECAMINES, jadis « propriétaire » de la ville, et qui envisage de déplacer celle-ci pour exploiter les nouveaux gisements. Tout cela rend très nécessaire l'élaboration d'un schéma d'aménagement global de la ville de Kolwezi.

MOTS-CLÉS : Zaïre — Centre minier — Croissance urbaine — Schéma d'aménagement urbain.

ABSTRACT

KOLWEZI : THE INHABITED SPACE AND ITS PROBLEMS IN THE MAJOR MINING CENTRE IN ZAÏRE

A young town, Kolwezi was settled in 1937 on very rich copper and cobalt deposits. It is still the major industrial and mining centre in Zaïre. In a mid-sized well-planned and equiped colonial town, one could distinguish white collar european districts and african workers areas i.e. mining company compounds and the "native township", organized in a polynuclear structure. After an impressive demographic and spatial expansion, Kolwezi has become an important city where the old neighbourhoods are surrounded by a tide of spontaneous settlements that even encroach on the mining concessions. A growing part of the inhabited space is no longer controlled by GECAMINES, formerly the owner of the town. The company plans to move the town itself in order to exploit new deposits. This makes the elaboration of a global city plan for Kolwezi very necessary.

KEY WORDS : Zaïre — Mining centre — Urban growth — Urban planning pattern.

Introduction

Les « événements » qui ont gravement troublé en 1977 et surtout en 1978 le sud-ouest de la région du Shaba ont attiré sur Kolwezi l'attention de l'opinion publique mondiale. C'est cependant à bien d'autres titres que cette ville zairoise peut intéresser le chercheur. Elle n'a pas un demi-siècle d'existence, mais sa population qui a connu depuis les débuts une croissance soutenue et presque ininterrompue, dépasse aujourd'hui 230 000 âmes. Un tel essor repose sur un extraordinaire développement éco-

nomique : depuis sa création par l'ancienne Union Minière du Haut-Katanga, devenue la GECAMINES, Kolwezi est le principal foyer d'activité de la grande société, un des tout premiers centres d'extraction minière et de métallurgie lourde du continent africain. Ainsi s'explique la fortune d'une ville qui occupe l'extrémité nord-ouest du *pays du cuivre*, zaïro-zambien, sur les hauts plateaux peu peuplés de l'Afrique centre-australe (fig. 1).

Le propos du présent article n'est pourtant pas de présenter l'activité économique de la ville : c'est la formation des espaces habités, leur évolution

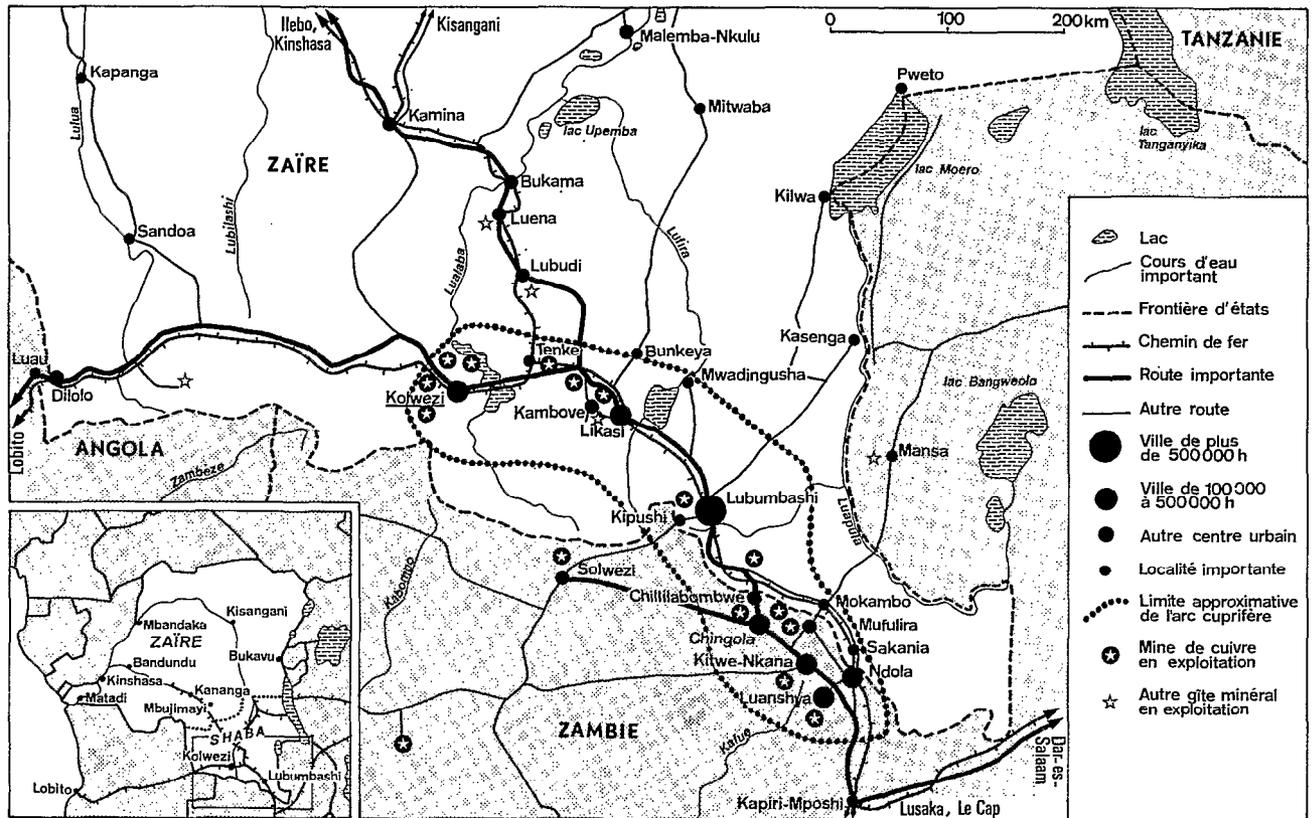


FIG. 1. — Kolwezi dans l'arc cuprifère zaïro-zambien

contemporaine, leurs perspectives d'avenir que vont essayer d'analyser les auteurs. Sur le premier point, ils ont pu consulter l'étude fort documentée d'Alice CHAPELIER (1956) et celle plus récente de J. HOUYOUX et L. LOHLETART (1975). La situation actuelle a été appréhendée sur le terrain, par enquêtes directes surtout, mais aussi grâce aux facilités que nous a accordées la GECAMINES. L'ébauche de réflexion sur l'avenir, enfin, a eu pour point de départ les travaux des urbanistes du Bureau d'Études d'Aménagement Urbain.

Le centre minier à l'époque coloniale : une structure polynucléaire

Kolwezi est une ville jeune, puisqu'elle ne fut créée qu'en 1937 pour être le Siège du Groupe des mines de l'Ouest de l'Union Minière du Haut-Katanga. Jusqu'en 1960, date de l'accession du pays à l'indépendance, l'agglomération se présentait comme un ensemble de « villettes », c'est-à-dire de divers quartiers d'habitat éparpillés dans l'espace municipal. S'opposaient d'une part le double noyau directionnel

et résidentiel des quartiers de cadres européens, flanqué au sud-est par le Centre Extra-Coutumier destiné à la population « indigène », et d'autre part par les cités ouvrières planifiées de l'UMHK situées à proximité des carrières et des usines.

Cette structure polynucléaire était l'expression d'un urbanisme colonial de type ségréguatif inspiré de ce qui existait alors dans les autres villes du Haut-Katanga, et à vrai dire dans toute l'Afrique centre-australe. La séparation des quartiers d'habitat était d'ailleurs facilitée ici par la dispersion remarquable des divers sites miniers et industriels composant le centre de Kolwezi.

LE RÉGIME FONCIER ET IMMOBILIER

Comme dans les autres villes du Haut-Katanga industriel, le rôle de maître d'ouvrage en matière de lotissement et de construction fut à Kolwezi joué par quelques grands organismes paraétatiques, liés à l'organisation très particulière du système colonial dans cette province du Congo belge. A la base, le patrimoine foncier était confié au Comité Spécial du Katanga, organisme créé en 1900 et

doté des pouvoirs les plus étendus en matière d'administration, de gestion et d'aliénation des terres urbaines, suburbaines et rurales. Cependant, la Colonie, l'UMHK et la Compagnie ferroviaire BCK avaient le droit d'occuper prioritairement et gratuitement les terrains nécessaires à leur établissement, notamment pour loger leurs travailleurs. A Kolwezi c'est l'Union Minière qui se tailla la part du lion, puisque quarante ans plus tard il apparaît que les quatre cinquièmes environ du territoire municipal (zones de Manika et Dilala) sont inclus dans les concessions de la Société. Celle-ci y établit bien sûr ses carrières, ses terrils et ses *cités ouvrières* dont elle assura elle-même la construction.

La Compagnie Foncière du Katanga (COFOKA) créée en 1923 et déjà active à Elisabethville, Jadotville, etc., avait pour tâche de libérer les entreprises qui avaient participé à sa propre création de la charge directe du logement de leur personnel européen. A Kolwezi, la COFOKA édifia le *quartier résidentiel et commercial du centre ville* sur la concession même de l'UMHK. En revanche, elle obtint du CSK la propriété des terrains situés plus à l'est, sur le plateau de Ruwe où elle construisit ultérieurement un second *quartier de cadres* pour l'Union Minière.

Quant à la Colonie, elle reçut du CSK les terrains du plateau Manika au sud-est du centre ville : elle y établit la cité indigène (plus tard Centre Extra-Coutumier) où les maisons furent construites par la population africaine elle-même, selon des modalités originales combinant l'aide du Fonds d'Avance et celle de la « Formule Katanga ». Cette dernière consistait en une autoconstruction guidée, avec le concours éventuel d'artisans spécialisés, sur des parcelles attribuées par l'Administration et dotées par celle-ci de fondations en béton. L'Administration fournissait en outre les matériaux de construction et prodiguait directives et conseils pour la construction. L'opération était financée par un prêt du Fonds d'Avance, remboursable par mensualités dans un délai moyen de sept ans.

L'ensemble des procédures évoquées ci-dessus permit de soutenir de façon ordonnée et pendant une vingtaine d'années la production très rapide de l'espace urbain. Du fait des recrutements opérés par l'UMHK et justifiés par le développement industriel et minier, c'est en effet à un rythme vertigineux que la ville allait se peupler, le croît démographique atteignant 20 % par an en moyenne en 1940-1950, et encore 16 % en 1950-1958. A cette dernière date Kolwezi regroupait 50 000 citoyens sur quelque 900 hectares habités, le tout se répartissant en deux ensembles bien distincts : la « ville blanche » et la ville africaine.

LES QUARTIERS ET LA STRUCTURE URBAINE (fig. 2)

La « ville blanche »: Kolwezi-ville et l'extension de Ruwe

Les prospecteurs européens de l'Union Minière s'étaient installés dès 1921 à proximité du gisement de Ruwe, et un peu plus tard près de celui de Musonoïe. Cependant lorsqu'il fut décidé de créer ici une véritable ville, c'est le *plateau de Kolwezi* qui fut choisi conjointement par la Société et la COFOKA comme emplacement du quartier européen, cela immédiatement à l'est de la première cité ouvrière de l'UMHK, actuelle « cité Kolwezi », établie en 1937. De la sorte, l'habitat des cadres, comme celui des travailleurs, n'était pas éloigné de plus d'un kilomètre du complexe constitué par la carrière de Musonoïe, celle de Kolwezi, et le concentrateur du même nom.

Le plan géométrique de la « ville blanche » fut tracé sur le terrain en deux tranches : de 1939 à 1946 pour la partie ouest incluant le centre ville, et de 1947 à 1951 pour la partie est, soit au total 186 hectares. La plupart des parcelles furent retenues par l'UMHK, la Colonie, le BCK : la COFOKA allait y construire les logements de leurs agents. Les autres terrains furent vendus ou loués aux particuliers, pour l'habitation ou l'installation des commerces pour Européens et pour « indigènes ». On édifia aussi des églises, des écoles, et divers équipements tel le Cercle Manika de l'Union Minière. Quartier de « standing », Kolwezi-ville allait se peupler rapidement : sa population européenne passait de 100 habitants en 1941 à 2 540 en 1953, sans compter un nombre peut-être équivalent de domestiques logés dans les « boyeries » si caractéristiques des villes katangaises. L'expansion était telle qu'on dut procéder à partir de 1951 au doublement vers l'est de la ville européenne. Ce fut la naissance du quartier à la fois industriel et résidentiel dit de Ruwe, axé sur la route et le rail menant à la carrière du même nom.

La ville africaine: cités ouvrières et Centre Extra-Coutumier

De la fondation de la ville à l'indépendance, l'Union Minière mit en place plusieurs quartiers d'habitat pour ses travailleurs : les cités ouvrières de Kolwezi (102 hectares, créée en 1937) et Musonoïe (189 ha, créée en 1945) étaient proches du quartier européen. Celles de l'UZK (34 ha) et de Luilu (110 ha) au nord-ouest, et celle de Ruwe (32 ha) au nord-est, créées respectivement en 1953, 1958 et 1956, étaient nettement plus excentriques et plus éloignées, puisque localisées à proximité des mines et des usines dont elles logeaient la main-d'œuvre. Les mouvements pendulaires s'en trouvèrent limités,

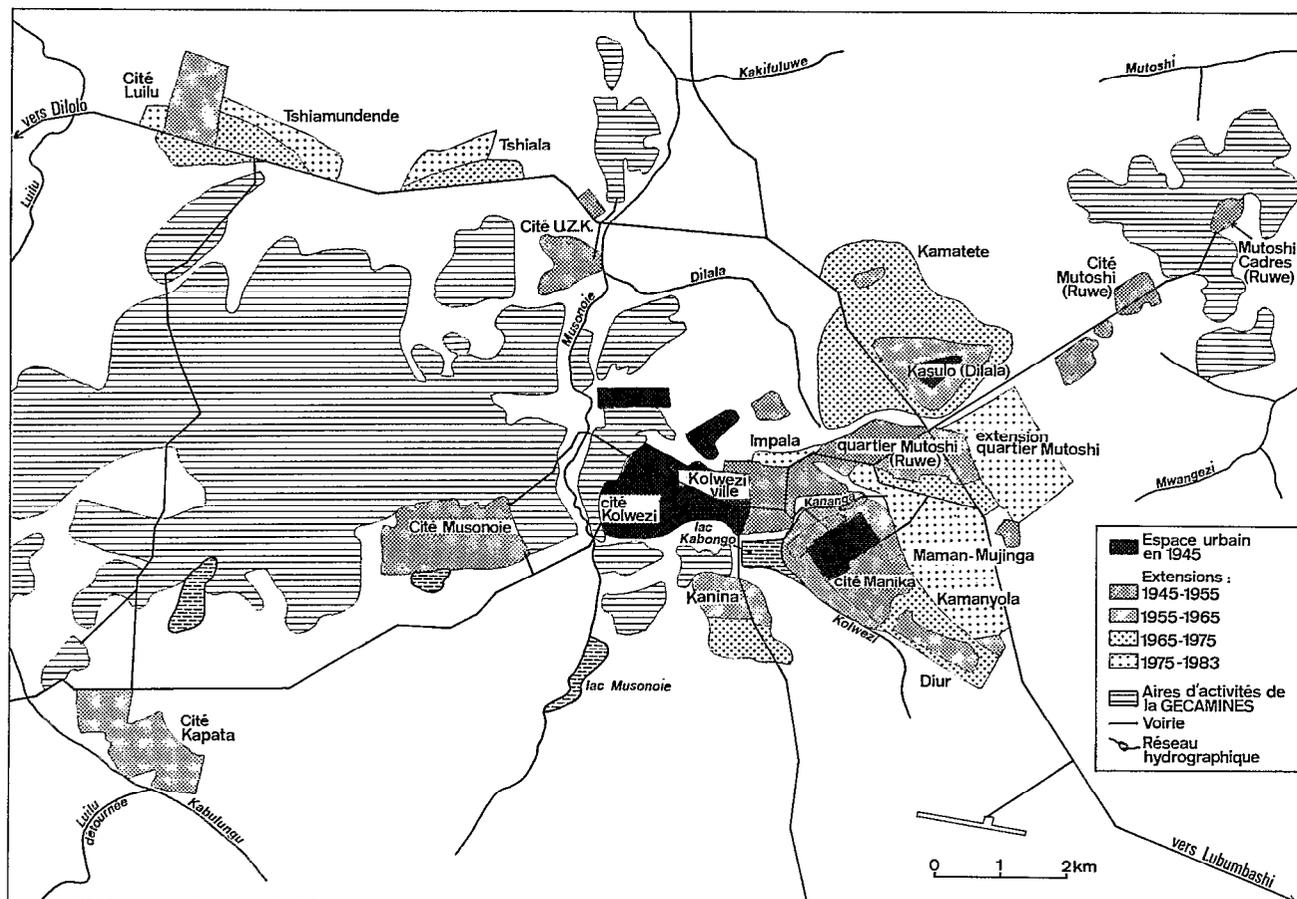


FIG. 2. — Les étapes de l'expansion de l'espace habité à Kolwezi

mais ces quartiers étaient distants par la route de cinq à quinze kilomètres du centre ville. Il en alla de même de la cité Kapata (90 ha), installée à partir de 1962 près des carrières de Dikuluwe, Mashamba-ouest et Kamoto, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest.

Bien qu'ils aient toujours été dénommés ici « cités ouvrières », le principe de ces quartiers était celui des *camps de travailleurs* édifiés à l'époque dans tout le Congo belge, mais plus spécialement au Katanga, et qui faisaient pendant aux *compounds* des Rhodésies et de l'Afrique du Sud. Quartiers entièrement planifiés et équipés (réseaux dispensaires, écoles, loisirs, cantines, etc.), que la Société avait voulu multiples et de taille restreinte (400 à 3 000 parcelles) proches du lieu de travail mais nettement circonscrits et isolés les uns des autres par des zones inhabitées de plusieurs centaines de mètres de large au minimum. Motivé notamment par la crainte des épidémies et d'éventuels troubles socio-politiques, ce principe

de ségrégation absolue allait présider aussi à l'établissement du Centre Extra-Coutumier. Vers 1950, l'ensemble des camps de l'Union Minière (auxquels on peut rattacher le petit camp du BCK, 5 ha), regroupait 6 000 personnes environ, un peu plus du tiers de la population indigène de Kolwezi.

Les petites entreprises de la place n'étaient pas à même de construire des camps pour leurs travailleurs. Beaucoup de ceux-ci purent s'installer au « camp de la Dilala » (plus tard camp Forrest), qui avait été en 1921 le premier lotissement créé pour les Européens, sur la route menant à la mine de Ruwe. Quartier de cases, ensuite désaffecté, puis repeuplé et agrandi, mais toujours en matériaux précaires car situé dans une aire d'extension prévue des polygones miniers. Sur une trentaine d'hectares, ce « camp » qui n'en était pas un regroupait 1 400 personnes en 1950.

Ce principe de la construction libre était dans le même temps étendu et perfectionné à la « *citité indigène* »

de Manika, établie un peu plus au sud aux marges de la ville européenne, à partir de 1941. L'Administration coloniale voulut y regrouper la population ne dépendant pas (ou plus) de l'Union Minière, néo-citadins attirés par la prospérité économique et déracinés de leurs milieux d'origine. Ces gens s'étaient au début installés non loin de la ville, surtout dans les villages de Mwangezi, Djoni, etc., pour ne pas trop attirer l'attention de l'Autorité. Les premiers lotissements de la cité découpèrent de grandes parcelles (600 m²) qui furent attribuées aux entreprises pour y établir leurs travailleurs, ainsi qu'aux missions religieuses. A partir de 1948, des terrains plus petits (300 m²) furent attribués aux particuliers qui y construisirent leurs maisons selon la « Formule Katanga ». L'expansion de la cité Manika fut rapide, puisqu'elle comptait déjà 5 500 habitants en 1950 et probablement trois fois plus (sur 175 hectares) en 1955. Dès 1952, elle avait reçu le statut de *Centre Extra-Coutumier*, et regroupait la majorité de la population de la ville.

La ville d'aujourd'hui : une agglomération complexe, en partie spontanée

En 1983, près d'un demi-siècle après sa fondation, Kolwezi se présente comme une ville de 230 000 habitants environ ; elle est la troisième agglomération de la région du Shaba mais aussi une des plus importantes du pays par sa population, son niveau d'équipement et surtout son rôle économique. Kolwezi demeure en effet, et de loin, le premier centre minier du Zaïre fournissant notamment les deux tiers de la production nationale de cuivre ; c'est aussi le premier centre africain pour la production de zinc, et même le premier du monde pour le cobalt. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que la société nationale GECAMINES, héritière de l'UMHK, y conserve un rôle dominant, non seulement sur le plan des activités mais dans tous les aspects de la vie urbaine. Une part croissante de l'espace kolwezien, et de ses habitants, échappe cependant désormais à l'emprise directe de la grande société, posant à cette ville déjà fort importante des problèmes d'un type nouveau.

LE PROCESSUS CONTEMPORAIN DE L'EXPANSION SPATIALE URBAINE

La situation actuelle a pour cause essentielle le maintien d'une vigoureuse croissance démographique depuis l'indépendance : si le rythme extraordinaire des années 40 et 50 n'est plus d'actualité, le croît annuel est demeuré entre 1958 et 1980 voisin de 7 %, ce qui fait de Kolwezi, dont la population a quadruplé, une des villes les plus dynamiques

du pays, et la plus dynamique du Shaba. Le solde naturel joue à l'évidence un rôle accru mais la croissance urbaine repose encore en grande partie sur l'apport migratoire. Cela est dû au développement continu des activités de la GECAMINES et des autres entreprises (sous-traitance, etc.) ainsi que des services et de l'encadrement administratif — autant d'éléments positifs qui font de Kolwezi un cas exceptionnel, voire unique dans tout le Zaïre. Il faut certes rappeler l'effet stimulant pour l'exode rural de l'abolition des contrôles sur les déplacements qui caractérisaient l'époque coloniale, mais aussi évoquer la dégradation générale des conditions de vie dans les milieux ruraux du Shaba occidental et du Kasai, d'où provient la quasi-totalité de la population kolwezienne.

A contrario, il semble que la chute simultanée du niveau de vie en ville ait moins joué ici qu'à Lubumbashi ou Likasi par exemple ; de même les troubles liés à l'indépendance puis à la sécession katangaise, et plus récemment aux deux conflits du Shaba (1977 et 1978), le dernier ayant eu Kolwezi pour théâtre principal, n'ont eu aucun effet durable sur la démographie de la ville. C'est d'ailleurs au cours de ces toutes dernières années que la GECAMINES a développé de la façon la plus remarquable ses installations de Kolwezi, mettant en service deux nouvelles carrières et deux nouveaux concentrateurs parmi les plus modernes du monde.

Sur le plan de l'espace, l'essor économique et démographique s'est traduit par un étalement considérable du tissu urbain, puisque la superficie des quartiers d'habitat a quadruplé en 25 ans, passant de 560 hectares en 1958 à 2 050 hectares en 1981. Mais les modes de production de cet espace ont changé du tout au tout depuis l'indépendance. Si la GECAMINES a étendu son périmètre d'exploitation, elle n'a en revanche créé aucune nouvelle cité ouvrière en 25 ans, se bornant à construire 410 logements supplémentaires dans les cités existantes. Sa seule action notable en matière d'habitat a été l'extension vers l'est, sur 72 hectares, du quartier Mutoshi pour cadres, l'ancien quartier Ruwe du temps colonial. Issu de l'ancienne COFOKA, le Département d'Architecture et de Construction (DAC) voit son rôle désormais limité à l'étude des extensions, à la réhabilitation et à la construction des cités et quartiers d'habitat de la seule GECAMINES, à laquelle il est rattaché depuis 1973.

C'est donc finalement l'État, et plus précisément le Service des Affaires Foncières (Bureau du Cadastre), héritier de l'ancien CSK, qui contrôle aujourd'hui directement l'essentiel de l'espace urbain et urbanisable de Kolwezi. La ville se trouve ainsi ramenée à la loi commune qui est celle de toutes les villes du Zaïre : ici comme ailleurs le « Cadastre » est devenu lotisseur, ce qui revient à exploiter plutôt qu'à

contrôler le spontanéisme qui est devenu la règle générale et à alimenter la spéculation foncière. La procédure de l'autorisation de bâtir est rarement appliquée, le Bureau d'Urbanisme se bornant le plus souvent à régulariser le fait accompli. Dans d'autres cas, c'est l'autorité politico-administrative elle-même (chefs de quartiers, commissaires de zones, et même un gouverneur de « provincette » sous la première République) qui a procédé aux pseudo-lotissements jusque sur les concessions de la GECAMINES, et au mépris des normes habituelles d'aménagement urbain.

Parallèlement au pouvoir de l'État, affirmé sur toutes les terres du Zaïre depuis la loi foncière de 1973, un *pouvoir coutumier* de fait subsiste à la périphérie de l'agglomération, tant dans la zone rurale de Mutshatsha qu'au sein même des deux zones urbaines de Dilala et Manika. Des notables qualifiés de « représentants » du chef Kazembe ont créé non loin de la ville, très souvent en grains de chapelet au long des axes rayonnants, des « cités périurbaines » portant généralement leur nom : morcellements sommaires où les terrains sont cédés à bas prix et construits sur le modèle villageois. Cependant, depuis la création en 1981 d'une « zone annexe » regroupant les divers villages, la parcellisation et le bornage obligatoires s'y développent, et les principaux d'entre eux ne diffèrent plus guère sur le plan foncier des autres quartiers spontanés de l'agglomération.

L'ORGANISATION URBAINE ET LES QUARTIERS (fig. 3)

Le principe général de l'organisation de l'espace à Kolwezi demeure en 1983 celui d'une ville poly-nucléaire, mais dont les vides se sont progressivement comblés, et continuent de le faire. La surface horizontale du haut plateau (1 400 m), hérissée de termitières géantes et surtout guillochée de petites vallées assez encaissées et localement marécageuses, était naguère encore le domaine de la forêt claire ; celle-ci est désormais savanisée dans un rayon d'une dizaine de kilomètres. Les composantes naturelles du site offrent donc finalement assez peu de contraintes ; les principales, et de loin, sont d'origine anthropique. La ville, en effet, s'est installée au départ en plein sur l'affleurement de la « Série des mines » (précambrien) qui fait de Kolwezi la pièce maîtresse du « scandale géologique » sud-shabien. Aussi les trois quarts de l'espace urbanisé, plus de 6 500 hectares aujourd'hui, sont-ils occupés par les installations de la Société minière : carrières monstrueuses de Musonoïe, Kamoto, Dikuluwe, Mashamba, Mupine, Mutoshi ; énormes terrils entourant les excavations, étangs d'épandage des boues de rejet (tailings), usines géantes (laveries, concen-

trateurs, électrometallurgie, etc.) traitant le cuivre, le cobalt, le zinc ; lignes à haute tension ; enfin près de 300 km de voies ferrées électrifiées pour relier les différentes unités qui fonctionnent jour et nuit et composent un paysage de science-fiction. Ces installations se répartissent en deux ensembles, correspondant aux deux « polygones » principaux de la GECAMINES : le premier, dit de Musonoïe, va du centre ville à la rivière de Luilu distante de 13 km, et occupe ainsi toute la moitié ouest du site urbain. Le second forme à 7 km au nord-est du centre un noyau bien plus petit et circonscrit autour de la carrière de Mutoshi (ex-Ruwe).

Quant à l'espace habité, 2 050 hectares en 1983, il apparaît presque marginal face aux installations minières et industrielles autour desquelles il s'organise. On y discerne aujourd'hui deux types de localisation. D'une part un ensemble composite greffé sur le centre ville regroupe divers quartiers résidentiels et populaires, planifiés ou non ; il tend progressivement à occuper, par une expansion en tache d'huile et largement spontanée, tout le secteur compris entre les deux polygones de la GECAMINES. Ce *bloc central* représente déjà 85 % de l'espace habité en surface et 65 % en population. Son centre de gravité semble d'ailleurs glisser de « Kolweziville » vers le nord-est, en direction du carrefour entre les deux grands axes qui traversent l'agglomération : la grande route sud-shabienne (Dilolo-Lubumbashi) appelée ici boulevard Lumumba, et la route des installations minières (Kapata - centre ville - Mutoshi) dénommée boulevard du 30 Juin. L'autre type de localisation de l'habitat reste celui des « villettes » éparpillées de l'époque coloniale : cités ouvrières et quartiers de cadres égrenés le long des axes, à proximité des mines et des usines comme Mutoshi, Musonoïe, Kapata, UZK, et Luilu, mais aussi nouveaux noyaux d'autoconstruction proches de ces mêmes cités, ou d'origine villageoise, par exemple Tshiamundende au nord ou Tshiabula au sud de l'agglomération.

Globalement, on peut constater que si la GECAMINES contrôle toujours les quatre cinquièmes du site de Kolwezi sur le plan foncier et par ses installations minières et industrielles, c'est au contraire une bonne moitié de l'espace habité qui lui échappe désormais : comme on va le voir, ce qu'on appelle ici la « ville non-GECAMINES » (dont le centre ville est exclu) représente déjà en 1983, 55 % de la superficie habitée et 48 % des citoyens, la part de l'autoconstruction dans cet ensemble étant devenue déterminante.

Analysant la différenciation de l'espace habité contemporain de Kolwezi, les auteurs ont préféré ne pas s'appuyer sur le découpage administratif : les deux *Zones* urbaines (communes) de Dilala et Manika (auxquelles s'ajoute la Zone annexe), et leurs

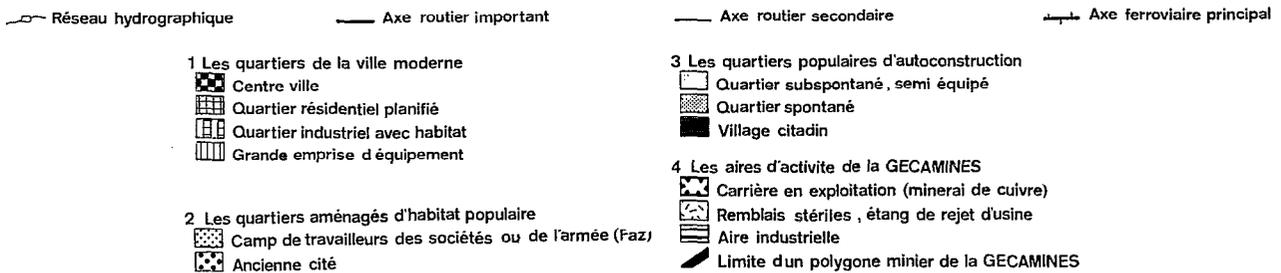
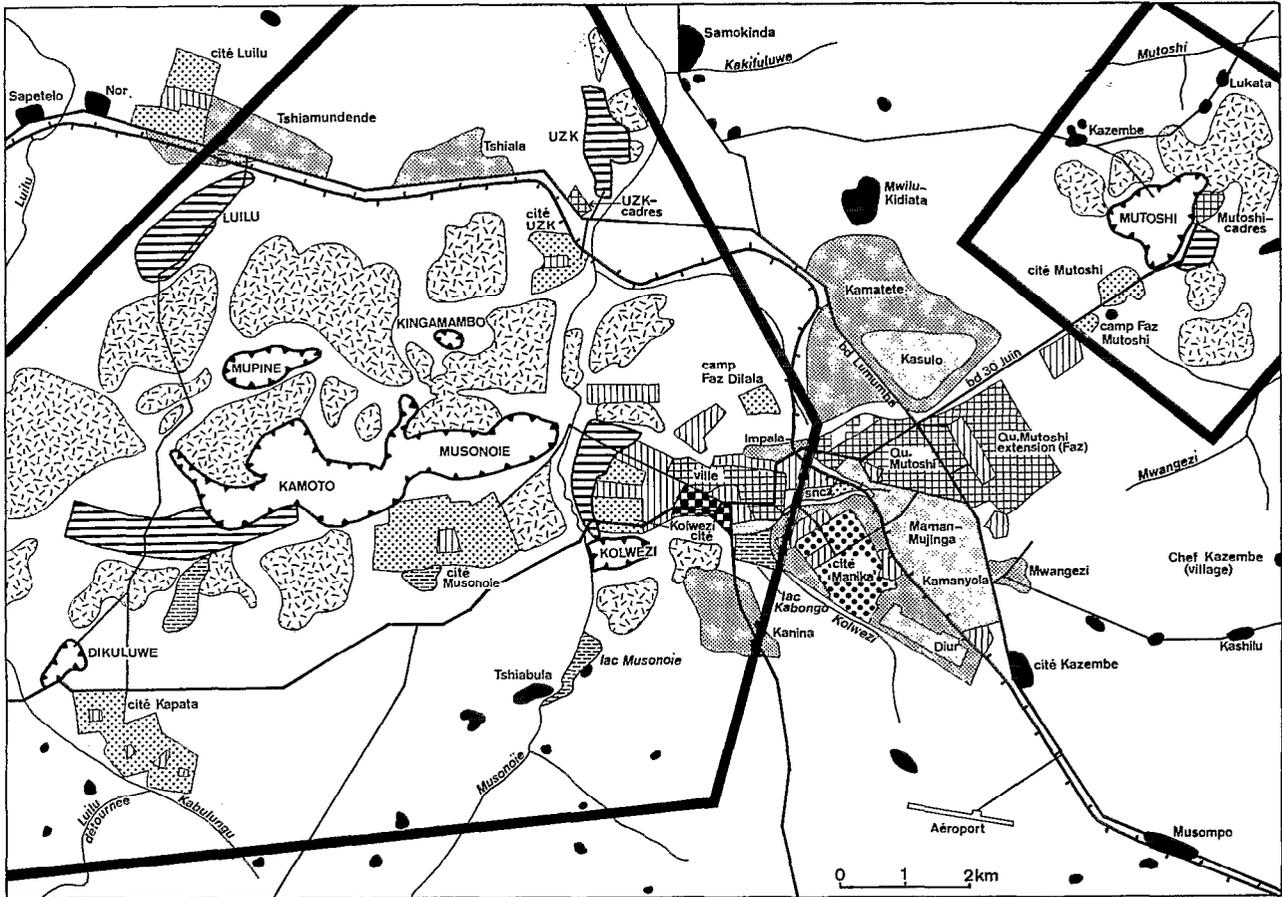


FIG. 3. — Les quartiers de Kolwezi. L'organisation urbaine

subdivisions en *quartiers* et *cellules* du Parti-État, sont en effet soit insuffisamment homogènes soit trop petites pour être vécues comme quartiers véritables par leurs habitants. Notre définition des quartiers « géographiques » de Kolwezi repose donc sur d'autres critères : les paysages urbains, le mode de production du bâti évoqué plus haut, le contenu humain et notamment socio-économique, la pratique de la ville par les citoyens. Un essai de typologie de ces espaces a permis de retrouver pour l'essentiel les grandes catégories de quartiers déjà définies

pour l'agglomération de Lubumbashi, autre grande ville industrielle et chef-lieu de la région du Shaba (J.-C. BRUNEAU, 1985). On présentera donc brièvement ici les quartiers de la « ville moderne », les quartiers aménagés d'habitat populaire, enfin les quartiers populaires d'autoconstruction.

Les quartiers de la « ville moderne »

Il s'agit de l'ancienne ville européenne, augmentée de quartiers résidentiels nouveaux, soit au total quelque 18 % de la superficie habitée et 10 %

seulement de la population urbaine en 1983. Plusieurs types d'espaces s'y individualisent.

— *le centre ville* s'étend sur une trentaine d'hectares, à la charnière entre la « ville GECAMINES » de l'ouest et l'ensemble des quartiers résidentiels du « bloc central » à l'est. A vrai dire, plutôt qu'à un pôle tertiaire véritable, on a affaire à un centre ville par défaut, quartier commercial de niveau étonnamment modeste pour une agglomération de cette taille et de cette puissance industrielle : 75 magasins environ bordant deux rues du quartier, et occupant le rez-de-chaussée d'immeubles jointifs dont quelques-uns sont à étage ; aucun équipement directionnel important, l'ensemble des bureaux, hôpitaux, installations récréatives et culturelles de la GECAMINES formant une sorte de quartier séparé qui flanque à l'ouest le centre ville. Il faut attribuer cette quasi-absence de centralité tertiaire au rôle toujours écrasant de la Société qui fournit à ses agents, et indirectement aux autres citoyens, l'essentiel des services urbains dans tous les domaines. L'aspect général du quartier fait penser à une ville coloniale assez bien entretenue, comme dans le reste de « Kolwezi-ville » dont notre pseudo centre ville ne constitue que la partie sud.

— *Les quartiers résidentiels anciens et récents* sont pour la plupart inclus dans le « bloc central ». Les deux principaux sont *Kolwezi-ville* avec 186 hectares et 8 500 habitants, et plus à l'est le *quartier Mutoshi* (l'ancien quartier Ruwe, mais dont les deux tiers sont postérieurs à l'indépendance) avec 172 hectares et 13 000 habitants. La fonction résidentielle (de bon niveau) est largement dominante, mais on trouve ici un certain nombre d'équipements collectifs, et quelques localisations d'activités. Outre le quartier commercial central déjà évoqué (au sud-ouest), un petit quartier (au nord) mêle aux logements des usines de moyenne importance autour de la gare. Enfin les services directionnels de la GECAMINES (groupe ouest) sont regroupés au nord-ouest, tandis que ceux de l'Administration publique sont plutôt dispersés dans le tissu résidentiel.

L'habitat est entièrement planifié et pavillonnaire, de très bonne qualité en général, et donne à Kolwezi une allure caractéristique de « ville jardin ». La densité démographique est assez faible : 60 habitants à l'hectare en moyenne. On trouve là les couches sociales les plus aisées, cadres logés par la GECAMINES en grande majorité, avec 20 % de population européenne (et même plus de 65 % dans la partie ancienne du quartier Mutoshi), mais aussi dans 10 % des cas des « privés » propriétaires de leur maison. Cependant les annexes au fond des parcelles (« boyeries ») sont occupées par des familles plus modestes, en général celles des domestiques. Il faut remarquer que toute la partie récente du quartier

Mutoshi, construite initialement pour les cadres de la GECAMINES, est occupée depuis les événements de 1978 par les militaires des Forces Armées Zaïroises et leurs familles.

Hors du « bloc central », on ne trouve guère que deux petits quartiers pour cadres fort excentriques car accrochés l'un à la mine de Mutoshi à 7 km au nord-est, l'autre à l'usine de zinc UZK, à une distance comparable mais au nord-ouest, sur la route de Luilu.

— *Les nouvelles banlieues.* Ce type d'habitat pavillonnaire en autopromotion réalisé sur morcellements cadastraux, qui a connu depuis dix ans un important développement à Lubumbashi par exemple, n'a encore fait qu'une apparition discrète à Kolwezi : il occupe une petite extension de cinq hectares environ au flanc sud du quartier Mutoshi, à l'orée des cités méridionales.

Les quartiers aménagés d'habitat populaire

C'est l'ancienne ville africaine de l'époque coloniale et de l'époque de la sécession katangaise, puisque à part une extension fort limitée de la cité Luilu, aucun nouveau quartier aménagé par la Société minière ou de l'État n'a vu le jour à Kolwezi depuis 1962. Expression d'un urbanisme ségrégué et volontariste, ces quartiers étaient à l'origine séparés de la ville européenne, mais aussi les uns des autres. Ils couvrent en 1983 36 % de l'espace habité en surface, mais regroupent 61 % de sa population, leur densité démographique moyenne (180 habitants à l'hectare) étant trois fois plus forte que celle des quartiers résidentiels aisés. Deux types d'habitat s'y opposent nettement depuis les origines de la ville, les camps de travailleurs d'un côté, la cité Manika de l'autre.

— *Les camps de travailleurs* composent un habitat entièrement planifié de type coron, lié à l'emploi et caractéristique des villes industrielles du Shaba méridional. Totalisant quelque 570 hectares pour 95 000 habitants, ils regroupent donc encore près de la moitié de la population de Kolwezi sur le quart de sa superficie habitée. Ils sont dispersés et de taille très variable, mais presque tous sont des « cités ouvrières » de la GECAMINES localisées à proximité du lieu de travail, carrière ou mine, dont elles portent le nom. On a ainsi la « cité Kolwezi », la plus ancienne, accolée au flanc ouest de « Kolwezi-ville » (21 000 habitants sur 102 ha) ; la grande cité de *Musonoie* un peu plus à l'ouest (31 000 habitants sur 189 ha) ; la cité de *Kapata*, la plus récente et la plus isolée à 15 km au sud-ouest (15 000 habitants sur 90 ha) ; la cité de *Luilu* à 15 km au nord-ouest (18 000 habitants sur 110 ha) ; les cités plus petites de l'*UZK* au nord (4 500 habitants sur 34 ha) et

Mutoshi à 5 km au nord-est (2 200 habitants sur 32 ha). Relativement bien équipées (écoles, églises, stades, marchés, etc.), les cités ouvrières présentent un habitat assez convenable pour les plus récentes, nettement plus exigü voire taudifié pour les plus anciennes. Elles sont d'ailleurs assez peu appréciées par les citadins qui les quittent volontiers pour aller vivre à la cité Manika ou dans les quartiers d'autoconstruction. Seule la cité Kolwezi, pourtant vétuste et surpeuplée, semble faire exception du fait de sa proximité immédiate par rapport au centre ville. Trois petits camps enfin ne relèvent pas de la GECAMINES : celui de la SNCZ, au cœur du « bloc central » (1 300 habitants sur 5 ha, soit une densité « record » de 160 habitants/ha), et les deux camps militaires de *Mutoshi* et *Dilala* (gendarmerie). Tous trois présentent un habitat particulièrement dégradé.

— *L'ancienne cité de Manika* correspond au Centre Extra-Coutumier d'avant l'indépendance. Sur 175 hectares, elle regroupe actuellement plus de 40 000 habitants, ce qui en fait (avec 230 habitants/ha) le type d'habitat le plus densément peuplé de toute l'agglomération. Maisonnettes en briques cuites réalisées pour la plupart selon la Formule Katanga dans les années 50, aujourd'hui le plus souvent taudifiées et surpeuplées ; équipements insuffisants et fort dégradés ; vitalité du petit commerce, marchés de différents niveaux, pullulement du tertiaire informel. Hier seul quartier échappant à l'omnipotence de l'Union minière, cœur véritable alors de la ville africaine, et aujourd'hui de l'ensemble des quartiers populaires, la cité Manika a une population assez enracinée de citadins de souche, petits fonctionnaires, employés, ouvriers de la GECAMINES de plus en plus, commerçants et retraités. Elle est aussi un noyau d'ancrage essentiel dans la marée de l'autoconstruction contemporaine.

Les quartiers populaires d'autoconstruction

Leur essor spectaculaire résulte à la fois de l'auto-nomie d'une part croissante de la population kolwezienne en matière d'emploi, et surtout de logement, par rapport à la GECAMINES, et d'un véritable effondrement depuis 20 ans des principes et de la pratique de l'urbanisme. Faute d'une action volontariste de l'État ou de la Société minière dans le domaine de l'habitat populaire, et alors que la population urbaine a quadruplé, la croissance de la ville a été prise en charge par les citadins eux-mêmes. Guidée selon le cas par l'Autorité politique, le Bureau du Cadastre ou les Chefs coutumiers, l'urbanisation n'est d'ailleurs pas vraiment anarchique : dans les extensions les plus récentes surtout, le quadrillage des morcellements imite celui de la « ville » et des cités aménagées, et permet des rattrapages ultérieurs

en matière de titres fonciers, de réseaux, de voiries même. Ainsi l'expansion vraiment spontanée du début fait-elle place aujourd'hui, jusque dans les quartiers semi-ruraux périphériques, à un tissu intermédiaire que l'on peut qualifier de *subspontané*.

L'absence d'équipements d'infrastructure et de superstructure est bien plus ressentie que la déficience de l'habitat, certes souvent précaire (maisonnettes en briques adobes au toit de tôles, ou plus rarement de paille), mais plus large que celui des cités aménagées ou planifiées, et conçu selon le genre de vie des citadins kolweziens. Arbres fruitiers et cultures intraparcellaires abondent. Au total, c'est près d'un millier d'hectares (47 % de l'espace habité) qu'occupent aujourd'hui les quartiers d'autoconstruction, contre 8 hectares en 1955 ; leurs effectifs (62 000 habitants) constituent 29 % déjà des habitants de Kolwezi. Encore cet univers est-il loin d'être homogène : les quartiers diffèrent beaucoup par leur localisation, leur taille, leur charge humaine, leur degré d'organisation. Comme à Lubumbashi, les auteurs y ont distingué trois catégories principales, quartiers *subspontanés*, *spontanés* (à dominante urbaine ou rurale), villages citadins.

— *Les quartiers subspontanés* sont les plus étendus, les plus récents en général, et leur occupation est loin d'être achevée. Les principaux s'intègrent au « bloc central » : quartier *Diur* (3 000 habitants sur 40 ha) et quartier *Kamanyola-Maman Mujinga* (8 000 habitants sur 240 ha) qui dédoublent vers l'est et le sud-est la cité Manika ; quartier *Kasulo* (20 000 habitants sur 150 ha) autour de l'ancien « camp Forrest » au nord, petits quartiers *Impala* et *Lualaba* enfin frangeant au nord et au sud Kolwezi-ville. La population de ces « cités » nouvelles est formée en majorité d'anciens citadins venus de Manika, et des plus vieilles cités ouvrières de la GECAMINES, pour être plus au large et chez eux. On trouve même ici une minorité de cadres moyens de la GECAMINES, des autres sociétés ou de la fonction publique.

— *Les quartiers spontanés stricto sensu* résultent en général de l'expansion en tache d'huile de divers noyaux du « bloc central », d'abord sur les fragments du plateau constituant le site de ces derniers, puis jusque dans les vallées marécageuses des cours d'eau qui les compartimentent. Ce sont des quartiers spontanés à dominante urbaine, prolétaires et relativement denses, tels la ceinture d'autoconstruction de la cité Manika et de la cité Diur (7 000 habitants sur 110 ha), la cité Kanina au-delà du petit lac de retenue Kabongo, au sud de Kolwezi-ville (4 900 habitants sur 65 ha), et surtout les vastes extensions de la cité Kasulo vers le nord (*Kamatele*) et vers l'ouest, 10 000 habitants sur 170 ha. Mais il y a aussi les quartiers spontanés à dominante rurale de *Tshia-*

mundende et *Tshiala*. Ces anciens noyaux villageois situés sur la route de Luilu, très étalés aujourd'hui, sont gonflés d'une population de néo-citadins venus des milieux ruraux du pays lunda et tshokwe (sous-région du Lualaba). Leurs superficies respectives atteignent en 1983 70 et 60 hectares, et leurs effectifs 4 500 et 2 800 habitants.

— *Les villages déjà citadins* de la zone péri-urbaine, créés par les représentants du chef Kazembe, sont au nombre d'une cinquantaine, disséminés autour de la ville dans un rayon d'une dizaine de kilomètres. Ils sont pour la plupart de taille très modeste et ne totalisent guère plus de 12 000 personnes, en majorité agriculteurs des ethnies locales Kaonde et Ndembo et leurs familles. Cependant un nombre croissant de ces villageois travaille à la GECAMINES et dans les petites entreprises de la ville (bâtiment et travaux publics notamment), ce qui nous amène à qualifier de « citadins » ces quartiers ruraux. Les villages les plus liés à la ville sont ceux du secteur nord-ouest, et bien sûr ceux qui sont les plus proches de la tache urbaine, tels *Mwilu-Kidiata*, *Mwangezi* ou *Musompo*, ce dernier de l'aéroport.

LA GECAMINES FACE À L'AUTOCONSTRUCTION

Comme on l'a dit plus haut, la GECAMINES contrôle directement par ses installations minières, ses usines et ses quartiers d'habitat la majeure partie du site et du territoire municipal de Kolwezi. Sur le plan foncier, l'emprise des « polygones » concédés à la Société est encore plus étendue. Si l'on considère les limites du périmètre géologique dit de Roan (« série des mines »), c'est dans la quasi-totalité de l'espace kolwezien que la GECAMINES a vocation d'intervenir. Situation logique d'ailleurs, puisque la ville même est ici née par et pour la mine. Le problème est qu'à l'heure actuelle, après un demi-siècle d'existence, cette ville échappe à son créateur. Les cités ouvrières n'abritent même plus 40 % de la population totale, et le tiers des travailleurs préfèrent vivre dans des quartiers indépendants de la Société. Surtout, une partie des cités d'auto-construction s'est développée sur des terrains inclus dans les polygones miniers, et ce avec l'autorisation des Autorités politiques, des chefs coutumiers, voire même parfois du Bureau du Cadastre. On peut estimer la population vivant dans ces extensions à plus de 20 000 personnes, près de 10 % de tous les citadins. Et Kasulo-Kamatete continue de mordre sur le polygone de Manga, de même que Kanina, Tshiala et Tshiamundende sur celui de Musonoïe.

Or la GECAMINES, si elle n'occupe pas encore physiquement les terrains en question, a prévu de

les récupérer pour y étendre ses carrières et ses usines, ainsi que ses plateaux d'épandage de terres stériles et ses étangs de rejet qui exigent des superficies sans cesse croissantes. Non seulement aucune nouvelle construction de cité ouvrière n'est prévue dans le périmètre géologique, mais les extensions programmées contraindront à terme la Société à déplacer certaines de ses installations, la plupart de ses cités, et même une grande partie de Kolwezi-ville (soit au total plus de 65 000 habitants), afin de pouvoir exploiter la totalité du site dans les premières décennies du XXI^e siècle. Dans ces conditions, le développement accéléré de l'autoconstruction n'est pas de nature à simplifier le problème. Chaque jour, le nombre des personnes promises au « déguerpissement » augmente, avec toutes les conséquences financières, sociales, voire politiques que cela implique pour l'avenir. Ce n'est pas là une des moins bonnes raisons qui rendent nécessaire la remise à jour du schéma d'aménagement de la ville de Kolwezi.

Pour un réaménagement global de Kolwezi

« LE SCHÉMA DIRECTEUR DE KOLWEZI II »

Le projet de « déménagement » de Kolwezi a fait l'objet d'une étude sérieuse menée en 1972-1974 par le Bureau d'Études d'Aménagement Urbain (Antenne de Lubumbashi). Après une analyse approfondie du site de la ville au sens large, qui leur permet d'éliminer les terrains impropres à l'urbanisation (sites miniers et polygones prospectés, zones de pollution atmosphérique ou des cours d'eau, terrains à forte pente), les techniciens du BEAU ont finalement proposé pour la reconstruction de la ville les espaces situés à l'est de la carrière de Mutoshi, et inclus dans le bassin-versant du lac de retenue de Nzilo (sur le Lualaba). Ce plateau en pente douce, bien drainé et faiblement boisé, est ici constitué des formations du Kundelungu, série peu minéralisée. Il semble tout à fait apte à recevoir la *ville nouvelle* à vocation tertiaire qui pourrait accueillir progressivement les habitants de l'ancienne ville, laquelle deviendrait un site exclusivement minier et industriel.

Intitulé « Schéma directeur de Kolwezi II », le projet du BEAU propose une structure linéaire pour la ville nouvelle. Au long d'un axe principal nord-est-sud-ouest reliant le lac au centre minier doivent s'inscrire un centre ville, des quartiers d'habitat populaires, des zones industrielles et un centre lacustre de détente et de loisirs. Une voie ferrée parallèle à l'axe principal doit permettre le transport massif des travailleurs vers les mines et les usines du centre ancien. La capacité d'accueil prévue est de 400 000 habitants, mais ce chiffre ne devrait être

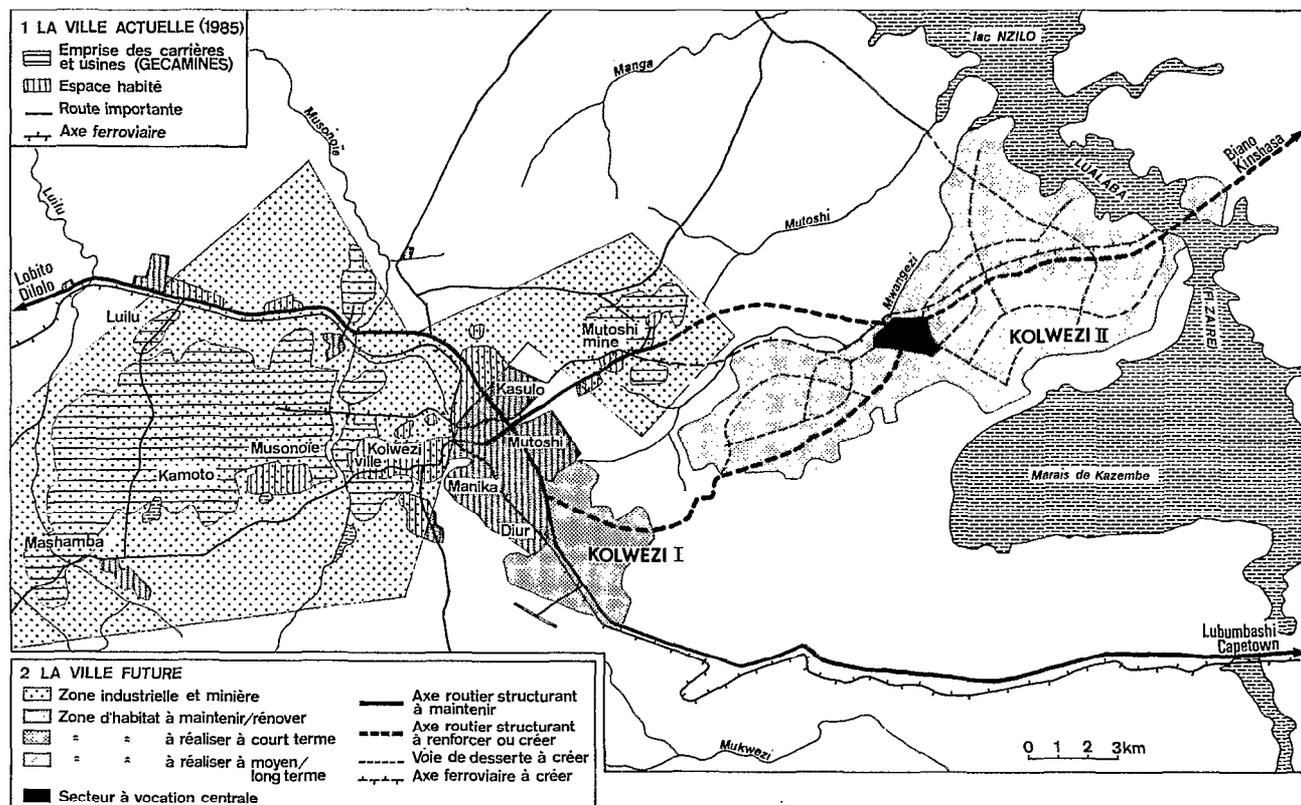


FIG. 4. — Principe d'aménagement proposé pour Kolwezi

atteint qu'au terme de quatre phases successives permettant la construction de cités ouvrières planifiées pour la GECAMINES, du centre tertiaire et des divers équipements, et le remplissage de lotissements d'habitat libre pour la population générale. A long terme, une ville satellite est même envisagée de l'autre côté du lac Nzilo.

Ce Schéma directeur, dont le financement devrait être assuré par la BIRD, est resté sans suite concrète jusqu'à ce jour. Il a néanmoins des chances d'être appliqué, dans la mesure où la délocalisation de l'agglomération actuelle paraît inévitable à terme, dans l'intérêt de la GECAMINES et du pays lui-même. Encore ce document nous semble-t-il appeler certaines critiques.

L'analyse même sommaire du parti d'aménagement, l'examen des grilles d'équipement proposées, le discours même du rapport de présentation trahissent des conceptions peut-être admissibles sous d'autres cieux, mais peu réalistes s'agissant d'un pays sous-développé comme le Zaïre, et apparemment ignorantes de ses réalités socio-culturelles. Fait plus grave, le sort réservé à la ville actuelle est à peine évoqué. Que fera-t-on de la partie de cette

ville non touchée par la GECAMINES et quelle sera sa place face à la ville nouvelle? Et s'il est évidemment prévu de reloger les agents de la Société dans les nouvelles cités ouvrières, que deviendront les « déguerpis » des quartiers d'autoconstruction, dont le développement s'est amplifié depuis l'élaboration du Schéma? Quelles mesures enfin pourraient être prises, à titre conservatoire, pour détourner la poussée actuelle de l'autoconstruction des polygones miniers, voire des zones d'urbanisation future? De telles questions ne peuvent rester sans réponse, et les auteurs de cet article voudraient faire à cet égard quelques suggestions à la lumière de la situation actuelle de l'agglomération et de sa dynamique.

QUELQUES PROPOSITIONS D'AMÉNAGEMENT (fig. 4)

On ne peut concevoir à notre sens le plan directeur d'une ville nouvelle de Kolwezi sans intégrer celui-ci à un schéma global de l'ensemble de l'agglomération et de ses environs, compte tenu de la proximité de Kolwezi II (une vingtaine de kilomètres) par rapport au centre de gravité du périmètre minier. C'est en fait la « métropole » de Kolwezi qui doit être

envisagée, d'autant plus que quel que soit le rythme des opérations de déménagement, et si le taux de croissance des dernières décennies se maintient, les 400 000 habitants devraient être atteints aux alentours de 1995, et le demi-million largement dépassé à l'horizon de l'an 2 000. Il serait donc souhaitable de définir un *Schéma métropolitain de Kolwezi*, donnant les grandes orientations du développement urbain à moyen et à long terme, et dans lequel pourraient s'inscrire *deux plans locaux d'aménagement*, l'un pour la ville actuelle, l'autre pour la ville nouvelle.

— *Le plan local de Kolwezi I*, réalisable à moyen terme, devrait comporter les diverses affectations des sols dans le périmètre municipal actuel. Dans les polygones miniers, il faut impérativement mettre fin à toute attribution de terrains à bâtir par les Autorités coutumières ou urbaines, afin de limiter les implications humaines et financières des futurs délogements. A l'extérieur de ces polygones il faut prévoir la réhabilitation des quartiers non voués à la pioche du démolisseur, en particulier la cité Manika et les cités ouvrières de Kapata, Luilu et UZK. Les cités d'autoconstruction comme Kamanyla, Diur ou la ceinture de Manika devraient être restructurées et équipées. Et comme il est illusoire de croire que la croissance spontanée de l'espace urbain peut être simplement arrêtée en attendant des jours meilleurs, des espaces doivent être recherchés afin d'orienter cette croissance hors des secteurs à vocation minière, et d'y appliquer des formules d'autoconstruction guidée sur trames assainies, garantie d'une qualité de vie acceptable pour les citoyens. De tels espaces pourraient aisément être trouvés au sud-est de l'agglomération actuelle, de la cité Diur à l'aéroport et au-delà, le long de la route de Lubumbashi. Prolongés vers l'est, ces quartiers d'extension pourraient même servir de pont, le cas échéant, entre les deux grandes fractions de la future métropole de Kolwezi.

— *Le plan local de Kolwezi II*, réalisable à long terme, correspond à la création de la ville nouvelle en liaison avec la libération totale mais progressive du site minier. Les grands principes énoncés par le Schéma de 1974 pourraient en rester le fil conducteur, pour peu qu'ils soient réaménagés en fonction des réalités zaïroises. Outre la création des nouvelles cités ouvrières de la GECAMINES, la mise en place des grandes liaisons et d'un pôle minimal d'équipements devraient intervenir en priorité. Ils constitueraient autant de facteurs pouvant inciter les délogés des quartiers spontanés détruits à venir construire leurs maisons sur des lotissements équipés d'habitat libre, insérés dans le maillage de la nouvelle ville. Pour eux, des formules d'indemnisation reposant sur une aide à la construction devraient être envi-

sagées. Par la suite, l'aménagement de Kolwezi II avec ses divers quartiers d'habitat, ses équipements collectifs, ses industries légères et même son centre de loisirs nautiques devrait intervenir par tranches successives, en fonction du développement global de l'agglomération.

Il est logique enfin de penser que le Schéma métropolitain de Kolwezi doit être inséré dans le cadre plus général d'un schéma d'aménagement régional, orienté vers le renforcement des différents niveaux de l'armature urbaine du Shaba (en particulier les villes moyennes), et un développement des campagnes qui permettrait notamment de réduire la dépendance alimentaire de ces villes par rapport à l'extérieur, tout en modérant l'exode rural.

Conclusion

Dans les pages qui précèdent, les auteurs se sont efforcés de montrer comment Kolwezi, hier centre minier et industriel sans tradition urbaine, fondé et entièrement contrôlé par une grande société coloniale, est devenu en l'espace de deux générations une ville africaine importante et dynamique qui échappe chaque jour davantage à son créateur. L'agglomération de jadis n'était en effet que l'assemblage assez disparate, quoique strictement planifié et fort bien équipé, de multiples cités de travailleurs et de quelques quartiers de cadres autour des gigantesques installations de l'Union Minière. La fin du système colonial et de ses contraintes, le contexte de crise économique du Zaïre contemporain, mais aussi la poursuite de l'essor du centre minier à travers les vicissitudes de l'histoire récente ont eu pour conséquence une croissance démographique et spatiale impressionnante.

L'espace habité a presque quadruplé, et ce pour l'essentiel du fait de l'expansion spontanée des anciennes cités et des villages périurbains. Le poids relatif des camps ouvriers de la GECAMINES, s'il reste bien plus important qu'à Lubumbashi par exemple, ne cesse de diminuer au profit des anciennes et nouvelles cités d'habitat libre. Ce processus actuel d'autoconstruction, dont on a montré qu'il n'est pas vraiment anarchique, ne répond pourtant guère aux normes urbanistiques, et affecte désormais jusqu'aux polygones réservés à l'extraction minière. C'est dire que Kolwezi correspond de moins en moins à l'image que l'on s'en fait généralement de « ville de la GECAMINES », ou de ville la mieux aménagée du Zaïre.

L'élaboration d'un schéma d'aménagement global de l'agglomération s'impose donc avec une nécessité accrue. Il doit évidemment tenir compte de la perspective inéluctable du « déménagement » de la

majeure partie de la ville actuelle, pour libérer les très riches gisements de cuivre qui en ont paradoxalement orienté la localisation initiale. Mais les aménageurs doivent aussi penser à sauver ce qui doit l'être, et surtout à parer au plus pressé en guidant l'autoconstruction contemporaine sur des sites où elle n'hypothèque pas l'avenir. Ainsi garan-

tirait-on à la fois la sécurité d'installation et une meilleure qualité de vie aux habitants de cette ville, dont le développement économique futur semble en tout état de cause assuré.

Manuscrit accepté par le Comité de rédaction le 27 janvier 1986

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Archives du Service de l'État-Civil, Kolwezi. — 1958-1983.
 Archives du Bureau du Cadastre, Kolwezi. — 1975-1983.
 Archives du Bureau d'Études d'Aménagement Urbain, Lubumbashi. — 1972-1974.
- Bureau d'Études d'Aménagement Urbain, 1974. — *Esquisse de plan directeur pour la ville nouvelle de Kolwezi (Cahier des charges)*, Lubumbashi, 62 p.
- BRUNEAU (J.-C.) et MBUYU (M.), 1983. — « Passé, présent et avenir possible de l'urbanisme à Lubumbashi », *Zaire-Afrique*, n° 176, Kinshasa, juin-août, pp. 373-390.
- BRUNEAU (J.-C.), 1985. — « Cartographie de l'environnement et aménagement urbain à Lubumbashi (Zaire) », *Géo. Éco. Trop.*, sous presse.
- Bureau de la Démographie et IRES, 1961. — *Tableau général de la Démographie congolaise, Enquête démographique par sondage, 1955-1957*, Université Lovanium, 214 p.
- CHAPELIER (A.), 1956. — *Elisabethville, Jadotville et Kolwezi, Étude de géographie urbaine comparée*, thèse de doctorat, Liège, 426 p.
- HOUYOUX (J.) et LOHLETART (L.), 1975. — *Kolwezi: ville, population et budgets ménagers*, BEAU, Kinshasa, 155 p.
- MANSILA (F. K.), 1983. — « Croissance accélérée d'une ville d'industries minières du Shaba (Zaire) : Le cas de la ville de Kolwezi », *Bulletin de la Société Belge d'Études Géographiques*, SOBEG, 1983, 1, Leuven, pp. 35-52.
- MANSILA (F. K.), 1984. — *Kolwezi, croissance démographique et organisation de l'espace*, Dissertation de DES (Direction J.-C. BRUNEAU), Université de Lubumbashi, 261 p., 29 figures et cartes, 22 tableaux.